

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 NOVEMBRE
AU 6 DÉCEMBRE 1995

N° 1019

10,00 F

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE ET GESTIONNAIRE

DEPUIS LE TEMPS que les différents gouvernements de gauche comme de droite nous promettent des jours meilleurs à condition que nous acceptions de faire des sacrifices, il était logique qu'à un moment donné la ficelle finisse par casser. Il aura quand même fallu que Juppé multiplie les provocations sur la protection sociale des fonctionnaires pour qu'enfin ça bouge.

Pourtant, le mécontentement est ancien, profond, et toutes les couches sociales sont touchées. Ces dernières années, seules quelques explosions de colère sporadiques, comme celles des marin-pêcheurs et des banlieues, quelques grèves ouvrières dures (GEC-Alsthom, mineurs...), quelques grèves étudiantes (Pau en particulier) et la lutte contre le CIP ont tranché d'avec la morosité quotidienne.

Nous comprenons bien que ces mouvements étaient autant de signaux de refus et porteurs de luttes à venir, et espérons qu'ils auraient un effet d'entraînement. Mais à chaque fois la tension sociale retombait aussitôt qu'elle était montée, y compris

pour la série de grèves qui a marqué la dernière élection présidentielle. En sera-t-il de même cette fois-ci ? Rien n'est moins sûr, car plusieurs éléments laissent à penser que nous sommes entrés dans un cycle de luttes sociales qui va se prolonger.

L'offensive tous azimuts de la bourgeoisie !

Un des signes du marasme général et de la situation explosive qui affleure de tous les côtés est sans aucun doute cette baisse spectaculaire de la consommation que l'on essaie de nous cacher derrière les attentats, la douceur du climat et pourquoi pas l'influence de la lune sur le cortex rachidien ! C'est qu'aujourd'hui l'offensive de la bourgeoisie est générale :

— le gouvernement attaque simultanément la protection sociale et les salaires des fonctionnaires, organise la privatisation de la SNCF et d'EDF-GDF, pense à supprimer le code du travail et le contrat de travail, veut refondre le code des impôts,

augmente la CSG que les chômeurs vont aussi payer, crée le Remboursement de la dette sociale (RDS), réduit le budget des hôpitaux et des Allocations familiales, multiplie les contrôles policiers envers les immigrés... ;

— les grandes entreprises (plus d'une trentaine, dont Michelin, Bull, Rhône-Poulenc, le Crédit Lyonnais, l'Aérospatiale, Danone...) annoncent des plans sociaux pour 1996, qui vont supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans l'industrie, sans compter ceux qui seront induits chez leurs sous-traitants.

Et comble de l'arrogance, les pouvoirs ne cherchent même plus à se dissimuler. Bien au contraire, il semble qu'ils recherchent délibérément la provocation, dans la manière d'annoncer leurs mauvais coups. Peut-être espèrent-ils nous assommer sous ce déferlement de mesures régressives ?

Pour eux, une seule chose compte : réduire les coûts de production et les « déficits publics », afin de préserver leur rang et leur domination tant à

(suite p. 3)



Extrait de l'album *Max Deblé*, Philippe Caron.
Prix : 55 F (en vente à la librairie du Monde Libertaire).

Halte à la régression sociale !

LE CHOMAGE et la délinquance mineure, c'est bien connu, sont les fruits empoisonnés de la gestion capitaliste de l'économie et du social avec, bien entendu, l'intervention occasionnelle ou constante, selon les cas, de l'Etat centralisateur et policier. Et si les politiciens professionnels et détenteurs de capitaux en viennent à

s'inquiéter de sa persistance, ce n'est évidemment pas par compassion aux malheurs des chômeurs (secourus ou non), à la médiocrité de vie des sous-payés, RMistes, sans-domicile-fixe et autres laissés-pour-compte, mais plus prosaïquement en fonction de leurs craintes de « turbulences sociales » mettant en danger les structures économico-sociales leur permettant de s'approprier légalement, sans vergogne et en toute impunité, une part démesurée et révoltante de la richesse disponible.

Imagine-t-on la multitude des frustrés de leur part du gâteau social, exaspérée, à bout de patience, se révoltant (mais ce serait trop beau) contre un ordre établi basé sur l'exploitation des uns par les autres et permettant que cadres supérieurs de « haut niveau », chefs d'entreprises, politiciens, stars de la scène et de l'écran (petit ou grand), du sport... puissent empocher des revenus s'élevant à dix, vingt, trente fois et plus du montant du dérisoire salaire du smicard (que le patronat et les pouvoirs publics) ont l'audace

de trouver excessif ? Elle est belle la démocratie française avec ses « droits de l'Homme et du citoyen »...

La citoyenneté, proclamée en 1792 dès la naissance de la I^{ère} République, réaffirmée par la II^e en 1848, la III^e en 1870, la IV^e en 1945 et la V^e en 1958, quelle qu'elle ait pu être l'élévation de la pensée de ses inspireurs, n'est qu'un mot creux. A l'origine, elle évoquait trois grandes idées : la Liberté, l'Egalité, la Fraternité. Mais dans les faits, les deux premières étant escamotées, la troisième, la belle fraternité

sensée en être le couronnement, dont nous libertaires persistons à rêver, devient impossible dans l'immédiat. Et ce qui triomphe, c'est la lutte entre catégories sociales différentes, entre intérêts opposés, la lutte des classes diront les uns, la guerre sociale diront d'autres.

La partie de la masse salariale consentie aux petits et moyens salariés (ou arrachée par eux) est celle dans laquelle le patronat et l'Etat puisent avec la dernière désinvolture pour « assainir » leurs trésoreries, mais jamais il n'est

(suite p. 2)

T 2137 - 1019 - 10,00 F



RENDEZ-VOUS

ANGERS
Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste s'est créé à Angers. On peut le joindre à la **Maison angevine des mouvements alternatifs (MAMA), 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.**

LE MANS
Un second groupe s'est formé sur Le Mans, il s'agit du groupe « **La Sociale** » c/o Sarthe libertaire, 4, rue d'Arcole, 72100 Le Mans. Permanence : le lundi, de 18 h 30 à 19 h 30, au 4, rue d'Arcole (salle 23, 3^e étage). Vente du *Monde libertaire* : le samedi, de 14 h 30 à 15 h 30, à l'entrée de la rue des Minimes.

POITIERS
Le groupe Berkman organise, le jeudi 7 décembre, à 20 h 30, **salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul**, une réunion publique sur le thème suivant : « Le travail, quel travail ? », animée par les rédacteurs de la *Brochure anarchiste* n° 9 : « Réflexions et propositions anarchiste sur le travail ».

PARIS
Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, le vendredi 1^{er} décembre, à 20 h 30, au **10, rue Robert-Planquette (M^o Abbesses ou Blanche), 75018 Paris**, sa dernière soirée-débat sur le thème : « Travail et économie » : « La crise », avec François Coquet.

Le groupe Makhno publie une brochure intitulée : « Les Anarchistes et la Sécu ». Prix : 20 F (port compris). Chèque à l'ordre du CESS. Commande : Groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Halte à la régression sociale !

(Suite de la « une »)
question d'entamer à grands coups de cognée les hauts revenus, de réduire l'écart entre d'une part les « émoluments » d'une hiérarchie pléthorique et ruineuse et d'autre part les pitoyables rétributions des besogneux du bas de l'échelle, qui végètent ou croupissent dans une existence au rabais, exposant les plus faibles d'entre eux à la dégradation de leur personnalité.

Chez les décideurs, tout en affirmant ne pas vouloir toucher aux acquis sociaux, on démantèle la Sécurité sociale, pour rassurer les sans-travail, on feint de prendre enfin au sérieux le problème de la durée du travail, intimement lié à celui du chômage, mais en faisant le silence sur l'essentiel : le partage dans un sens égalitaire des fruits du travail. On manipule les statistiques pour convaincre que la situation s'améliore ; on laisse se développer, à la demande des employeurs et dans leur seul intérêt, ce qu'il est convenu d'appeler l'assouplissement des horaires, qui le plus souvent rend nulle ou impossible toute intervention de l'Inspection du travail pour les faire respecter. On banalise l'emploi précaire, à temps partiel, à mi-temps (qui dans certaines situations peut être souhaité par le salarié), ce qui diminue artificiellement le nombre des chômeurs inscrits et de plus permet du même coup, pour mieux tromper l'opinion, un gonflement artificiel du nombre des travailleurs « en activité », mais conduit ces derniers à voir leur feuille de paie limitée à 50% de celle du salaire à plein temps (39-40 heures), s'il s'agit du mi-temps.

VOUS VERREZ QU'EN PAYANT PLUS, VOUS DÉPENSEREZ MOINS...



Et tout ce beau monde, après avoir vainement espéré voir les salariés se désolidariser des chômeurs et de la main d'œuvre dite « étrangère », tente aujourd'hui de dresser ceux du secteur privé contre ceux de la fonction publique (enseignants ou autres) en jouant avec la « sécurité de l'emploi », laquelle est d'ailleurs fort discutable même dans leur sphère, quand on sait le nombre de « non titularisés » qui y vivent eux aussi l'instabilité, les incertitudes, les aléas de l'emploi précaire et du temps partiel.

Il apparaît néanmoins que toutes ces ficelles sont un peu grosses pour faire illusion, et la « fracture sociale » soulignée démagogiquement par les baratineurs de la politique n'est pas nouvelle, mais sa réalité est moins contestée qu'il y a quelques lustres. Et la question qui se pose maintenant est la suivante : à quand la véritable cassure ?...

Dans le même contexte, il se trouve que dans les entreprises « en difficultés » des accords ont été signés entre la Direction et les salariés, aux termes desquels ces derniers acceptent, pour éviter des licenciements et donc par esprit de solidarité, une réduction de leur temps de travail, mais accompagnée d'une diminution de leur paie au prorata des heures non travaillées (encore un faux *partagisme*, une « socialisation » de la misère). Une telle pratique concourt elle aussi (cela dit sans jeter l'anathème sur ceux qui, à tort ou à raison, ont cru devoir s'y plier pour éviter le pire), ajoutée à celles qui viennent d'être mentionnées, à ce que les travailleurs se fassent à l'idée qu'il est inévitable et normal qu'en temps de « crise » un salaire, aussi dérisoire soit-il, est tout de même mieux que pas de salaire du tout, vu que les indemnités de chômage avec leurs

fins de droit et le RMI sont loin d'être des solutions idéales.

Le grand danger de tout cet empirisme, c'est que les petits et moyens salariés glissent insensiblement, « en douceur », vers une baisse non seulement subie, mais consentie par eux de leurs salaires effectivement payés et soient de plus en plus (le productivisme aidant) condamnés à une aggravation de la médiocrité de leur existence, alors que leurs exploitateurs, eux, continuent de s'enrichir, soignent leurs privilèges et ne cessent de mener la belle vie.

En présence de tant d'éléments convergents ne pouvant être, si rien d'efficace n'est fait contre, que les signes avant-coureurs d'une formidable régression sociale, il y a urgence à ce que l'action directe soit à l'ordre du jour, que des campagnes d'envergure soient entreprises dans lesquelles les syndicats (cela va de soi) ont à jouer un rôle de premier plan, mais aussi les associations, dans les domaines les plus divers (ce qui, nous ramenant vers Proudhon, serait une belle victoire de l'associationnisme).

Aussi pacifique que l'on soit par choix, par conviction, aussi pacifique

que l'on puisse être par nature, il n'est pas concevable que le discours ouaté d'un humanisme frileux et celui d'un réformisme sagement légaliste, qui prédisposent à la passivité, soient présentement de circonstance pour qui veut contribuer à l'amélioration de la condition humaine. Les réformes sociales promises par les « représentants du peuple » (ces enfants chéris du suffrage universel) aussi timides soient-elles, ne verront pas le jour par leur intermédiaire. Pour que changent les choses, c'est aux pressions populaires directes sur les acteurs, les institutions et les puissances oppressives régnantes, qu'il faut s'en remettre. La révolution (le Grand soir) programmée, sur commande, par n'importe quel moyen et à n'importe quel prix est d'un autre âge. Mais des actions nombreuses, plus ou moins spontanées, vite coordonnées, telles que grève (généralisée si possible) avec occupation des lieux de travail, vastes rassemblements, manifestations de rue... avec utilisation des radios locales ou régionales (faute de mieux) pour soutenir les actions en cours, le tout en dehors de toute emprise des formations politiques et des organismes d'Etat, peuvent permettre d'envisager des changements en profondeur, des transformations révolutionnaires de la société, en faisant l'économie d'une guerre civile. Dûsse-t-il se produire en cours de route quelques échauffourées, dont il faut oser prendre le risque, les forces réactionnaires ne lâchant du lest que si on les y contraint.

Mais encore et surtout faut-il pour cela que les « couches populaires » spoliées, chloroformées qu'elles sont par les médias et les religions, un monde de gadget qui les éblouit, un confort sophistiqué auquel elles aspirent, si elles ne l'ont pas encore, se réveillent un peu. C'est bien elles qui, maîtresses du jeu, sont les plus concernées. Or le bien être et la liberté ne s'imposent pas, ils se conquièrent, même au niveau d'un peuple.

HENRI BOUYÉ

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.

le monde
libertaire

Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays.....
A partir du n°(inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Lettre ouverte au maire de Montpellier

Nous avons été stupéfaits de découvrir dans l'édition du 27 octobre 1995 du *Midi Libre* le compte-rendu du conseil municipal. Lorsque Alain Jamet, conseiller municipal Front national, déclare, à propos des occupations effectuées par les SDF : « Une poignée de gens sans toit ni loi soutenus par la Fédération anarchiste, qui portent atteinte à la propriété... », nous attendions une autre réponse que : « Je suis d'accord à 90% », de la part de M. Georges Frêche.

Oui, en France la misère existe. Et ceux que l'on nomme exclus ou SDF sont la frange de la population la plus touchée par un système économique inhumain, qui produit exploitation pour les uns, exclusion économique pour les autres.

Lorsque des gens, n'ayant plus de toit — ce qui est pourtant indispensable à la dignité humaine — occupent une habitation vide, ce n'est qu'un moyen de rétablir un peu de justice. Or les SDF de Montpellier ou d'ailleurs, s'ils ont notre soutien lorsqu'ils décident de prendre leurs affaires en main, n'ont pas attendu la Fédération anarchiste pour comprendre qu'ils devaient s'organiser sans rien attendre des pouvoirs publics, s'ils voulaient voir leur sort s'améliorer.

M. Frêche, que voulez-vous dire quand vous déclarez que vous êtes à 90% d'accord avec le représentant du Front national ? Que vous adoptez son langage de haine et d'exclusion ? Que vous niez aux exclus la possibilité de s'organiser par eux mêmes, pour défendre leurs intérêts ; et que vous ne voulez y voir que la main manipulatrice de l'anti-France ?

Nous attendons une réponse à ces questions et pensons que les Montpelliérains qui vous ont élu en juin dernier seraient curieux de mieux connaître vos positions sur ce sujet.

GROUPE FA DE MONTPELLIER, le 29 octobre 1995 (FA, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier)

Vers la grève générale expropriatrice et gestionnaire

(Suite de la « une »)

l'échelle planétaire qu'ici même. Il n'ont qu'un argument éculé pour se justifier : « Nous préparons l'avenir et la grandeur de la France ».

Il est facile de comprendre que les anarchistes n'en ont rien à cirer de cet avenir et du prestige d'être « français ». Il s'agit précisément pour nous d'en finir avec ces rapports d'exploitation et de domination que les tenants du pouvoir s'acharnent à nous imposer. Ce qui n'est pas une mince affaire, mais ce qui est tout à fait

possible si nous savons articuler notre projet avec les revendications sociales qui vont se heurter aux murs de l'argent et de l'Etat.

Une contestation radicale de la finalité de l'enseignement est possible

Par exemple, les mouvements de grèves et de manifestations qui agitent les universités et les lycées ont pour origine l'exigence de moyens, afin que les étudiants puissent travailler dans de bonnes conditions. Ce qui en soi n'a rien de révolutionnaire et apparaît même assez corporatiste. Il s'agit d'avoir plus de locaux et de professeurs pour avoir de bons diplômes et être bien placés dans la course à l'emploi. Il faudra, pour répondre aux besoins, au moins deux milliards de francs, tout de suite. Ce qui n'est pas possible, car cela se heurte aux mesures d'économie imposées au gouvernement par les marchés boursiers et au surplus de diplômés à bac + 5, qui encombre déjà le marché du travail.

Il n'y aura pas de solution, sauf à piquer des crédits à d'autres secteurs de l'économie et à multiplier les processus de sélection, chaque fois plus absurdes les uns que les autres. Il est clair que l'Education nationale sera de plus en plus confrontée à la politique de régionalisation, avec tout ce que cela implique comme nouvelles formes de subordination aux stratégies économiques du patronat et au redéploiement de l'Etat. Ce qui

explique, sans doute en partie, l'engagement des présidents d'universités auprès des étudiants, car ils craignent de voir rogner leur pouvoir. Ces contradictions et ces impasses portent en germe une contestation profonde de la finalité de l'enseignement et de la place que chacun occupe dans la société. Les étudiants et les lycéens, ayant l'expérience des précédents mouvements, en prennent conscience et commencent à l'exprimer de plus en plus clairement dans les assemblées générales. Les syndicats étudiants semblent avoir du mal à contenir le développement de réflexions de plus en plus critiques et radicales. Il n'est plus rare d'entendre dire que l'avenir des étudiants est directement lié à celui du monde du travail et à l'organisation globale de la société. Il me semble qu'il y a du grain à moudre pour les anarchistes !

Les fonctionnaires remis en cause dans leur rapport à l'Etat

L'affrontement entre l'Etat et les fonctionnaires est lui aussi à un tournant. Il est loin le temps où, en entrant dans la fonction publique, on était sûr d'avoir un emploi à vie. C'est à mon sens cet élément — la garantie de l'emploi — qui explique la montée en puissance du mécontentement des employés de l'Etat et assimilés. Tant que l'on a des ressources garanties, il est possible d'accepter un blocage des salaires en arguant de la conjoncture... Aujourd'hui, c'est la notion même de service public qui est

remise en cause. Et il est clair pour chacun que les privatisations vont se généraliser, donc que la précarisation de l'emploi va toucher massivement les fonctionnaires. Là encore, c'est la nécessité de réduire les « déficits publics » qui oblige le pouvoir à ne plus embaucher de fonctionnaires, à diminuer ses charges salariales, à restructurer et à faire passer dans le privé les secteurs les plus rentables des services publics. Il n'y a pas de compromis possible. Là aussi les travailleurs de l'administration ont conscience des enjeux, et il va leur falloir jouer leur va-tout à un moment ou à un autre. A la SNCF, ce sera probablement avant Noël. Une grève générale illimitée des employés est probable.

Les bureaucraties syndicales sont mises à mal tant par l'Etat, qui réduit leurs postes de délégation et leurs contrôles de gestion, que par les exigences de la base, consciente d'être un des derniers pôles structurés de résistance. De plus en plus de voix s'élèvent pour en finir avec les stratégies de replis successifs des appareils syndicaux, quand ce n'est pas à la collaboration de classes qu'ils jouent.

L'expulsion de Notat est une menace qui plane sur tous les bureaucrates

L'expulsion de Nicole Notat du cortège de la CFDT est un événement important. Cette action directe ne s'adresse pas seulement aux magouilleurs de la seule CFDT mais signifie que le monde du travail ne se sent plus vraiment lié par les discours des dirigeants, quels qu'ils soient. Ce qui doit donner du souci à bien des bureaucrates habitués, depuis trop longtemps, à ne se soucier que d'assurer leur rôle d'intermédiaire entre prolétariat et capitalisme dans les antichambres des ministères. Il est clair que le ras-le-bol vis-à-vis des

divisions et magouilles syndicales est général !

Là encore, il faudra bien trouver une solution aux projets de l'Etat et du capitalisme. S'opposer mécaniquement aux restructurations par de simples protestations est inopérant ! Il faudra bien élaborer d'autres modes de luttes, d'autres perspectives sociales, d'autres modes d'organisation et de gestion de la société, car au moins une chose est claire : il est impossible de continuer dans le sens actuel sans que chaque fonctionnaire soit humilié au plus profond de lui-même. C'est pour le moins un enjeu de société où les anarchistes proposent des perspectives.

Il y a longtemps que nous n'avons pas eu la chance de voir autant de mouvements sociaux se développer en même temps. En une semaine des centaines de milliers de personnes, sûrement plus d'un million, seront descendues dans la rue. Pour des motifs contradictoires, sans aucun doute. Mais le simple fait de leur déroulement simultané favorise la globalisation des luttes. Des liaisons, des contacts et des convergences s'élaborent. Droits des femmes, éducation, statuts sociaux, santé, transports, retraités, racisme, logement... tout y passe ou va prochainement y passer ! Les conditions de mettre fin à la parcellisation des luttes et aux corporatismes se multiplient. La contestation peut se généraliser. L'idée de déclencher une grève générale interprofessionnelle fait son chemin. Ce ne sera sûrement pas suffisant pour faire plier le pouvoir. Mais nous en aurons peut-être fini avec ce climat de passivité sociale qui n'a que trop duré. En avant vers la grève générale expropriatrice et gestionnaire !

RÉGIS (gr. Cronstadt)
et BERNARD (gr. Déjacque)
de Lyon

**FORUM de la LIBRAIRIE
du MONDE LIBERTAIRE**
(145, rue Amelot,
M° Oberkampf, 75011 Paris)
samedi 2 décembre - 16 h 30
« LE CONTRÔLE DES ESPRITS »
(de la servitude volontaire
de La Boétie
au grand décervelage d'Ubu)
avec R. DADOUN,
J. LESAGE DE LA HAYE
et P. GARNIER

**« RÉFLEXIONS
ET PROPOSITIONS
ANARCHISTES
SUR LE TRAVAIL »**
Brochure anarchiste n° 9
éditions du Monde Libertaire
20 francs
(+ 3,70 F de frais de port).
A commander à
PUBLICO
145, rue Amelot, 75011 Paris

LA POSTE

Le libéralisme contre les libertés ou le retour vers le XIX^e siècle

Dans un précédent article, paru dans le ML n° 1018, nous avons abordé l'évolution structurelle de la Poste. Cette semaine, nous allons poursuivre avec la nouvelle gestion du personnel.

Toutes les modifications de fonctionnement au sein de la Poste ont été mises en route sous les gouvernements socialistes. Le point de départ a été donné avec la réforme de Paul Quilès, puis ce fut l'accord signé en Comité technique paritaire du 29 juin 1990 par trois fédérations syndicales : CFDT, CFTC et FO et enfin l'accord signé par le Comité technique paritaire du 21 décembre 1990, qui fixe les nouvelles règles de gestion du personnel (1), et qui a été approuvé par la CFDT et la CFTC (FO ayant retiré ses billes entre temps).

Les nouvelles règles de gestion portent essentiellement sur la déconcentration, c'est-à-dire l'abandon de règles nationales pour le recrutement, les mutations et la promotion. Dans les faits, cela va se traduire par une gestion au « profil » ou, si vous préférez, « à la tête du client ».

Au niveau de la notation, par exemple, l'ancien système a été remplacé par un entretien annuel, au cours duquel le supérieur hiérarchique vous « évalue ». Cette appréciation prend une place importante pour la promotion et même le salaire. Un agent mal apprécié peut voir son complément indemnitaire diminuer, voire être supprimé.

Le nouveau système de mutation est devenu incompréhensible, et l'on assiste à tous les dérapages possibles avec la mise en place des nouvelles grilles de reclassification (2).

Les conditions d'embauche des auxiliaires se font sous plusieurs types de contrat :

— le CDI ou contrat à durée indéterminée (il y en a de moins en moins) ;

— le CDD ou contrat à durée déterminée ;

— le CDII ou contrat à durée indéterminée-intermittent (il y a seulement 15 ans, ce contrat aurait été illégal, car il supprimait les droits de l'agent au chômage pour les périodes sans travail).

Les dirigeants affectionnent tout particulièrement les CDII, ainsi que les CES, qui permettent de bénéficier des exonérations sur les charges sociales. La Poste recrute ainsi une main d'œuvre corvéable à merci, qui « bosse et se tait ».

Parallèlement, 20 000 emplois de titulaires ont été supprimés depuis 1991. Exit les concours nationaux. Place aux examens d'aptitude (EDA) locaux, où le candidat doit subir un entretien face à deux ou trois « cadres de choc ».

Le libéralisme à l'œuvre

Il faut reconnaître que la réponse du personnel face à ces dégradations des conditions de travail n'a pas été à la hauteur. La participation d'élus, issus des syndicats, au conseil d'administration et aux CAP (élus sur lesquels le personnel n'a aucun moyen de contrôle) n'a pas facilité les choses. Les pratiques cogestionnaires de certains syndicats sont aussi responsables de la situation actuelle. Et ce n'est sans doute pas terminé. En effet, qui peut affirmer que le conseil des ministres européens, qui s'est tenu en novembre pour décider du sort des services postaux, ne va pas vers des conceptions encore plus libérales ? (3)

Les déficits budgétaires, le chômage, la précarité de l'emploi, le chantage à la compétition économique sont autant de raisons que nous donnent les gouvernements (de raisons dont ils sont

responsables) pour remettre en cause tous les secteurs d'activité qui fonctionnaient jusqu'ici avec une certaine solidarité.

Pourtant, l'économie mondiale n'a jamais connu une telle concentration de richesses (4). C'est que le capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat, n'a que faire des inégalités sociales et économiques. Le « miracle américain » tant cité en exemple par les hommes actuellement au pouvoir en France tient plus du talent publicitaire de ses promoteurs que de ses résultats (5). Tout ceci est d'autant plus rageant qu'aujourd'hui notre société aurait les moyens de procurer à chaque être humain nourriture, logement... en suffisance.

Salariés et usagers des services publics, nous n'avons rien à attendre du côté de l'Etat, qui ne recherche que la rentabilité et la soumission aux idées libérales.

Pour nous sortir de l'impasse, il nous faudra passer par dessus les pouvoirs politiques et leurs chiens de garde que sont les armées. Il nous faudra détruire le système économique international actuel, qui, en enrichissant quelques rares privilégiés ne génère que pauvreté pour le plus grand nombre.

Autrement dit, nous avons un travail énorme à accomplir pour instaurer un monde plus juste et plus égalitaire. Nous ne pouvons pas prévoir comment évoluera la vie sociale dans les mois et les années à venir, mais méfions-nous des recettes miracles qui ne conduisent qu'à des sociétés totalitaires !

CHRISTIAN

(1) Cf. dossier SUD-PTT, mars 1991.

(2) Cf. dossier SUD-PTT, décembre 1992.

(3) Dans la presse du 22 septembre 1995.

(4) et (5) Articles parus dans le Monde diplomatique.

Vers une légalisation

Le mercredi 25 octobre, toute l'équipe de « Ras-les-murs » s'est entretenue avec l'avocat Francis Caballero, président du Mouvement pour la légalisation contrôlée (MLC) et auteur de l'ouvrage *Le droit de la drogue*, paru aux éditions Dalloz. Avec lui, nous avons fait le point sur la situation actuelle concernant la législation relative aux stupéfiants, tout en rappelant quelques principes de la légalisation contrôlée.

« *Ras-les-murs* » : Après une période favorable du droit de la drogue, on a l'impression d'assister aujourd'hui à un retour en arrière, qu'en est-il ?

Francis Caballero : On a pu espérer de la commission Henrion, du comité d'éthique, voire du comité Jeunes de M. Balladur qu'au moins sur le cannabis, la loi, sinon le droit, allait changer. Déjà M. Balladur avait déçu cet espoir en disant qu'il ne voulait pas prendre le risque de dépénaliser, ni a fortiori de légaliser, et avec M. Chirac, c'est certain que l'on est rentré dans un cycle de guerre à outrance contre la drogue, avec l'armada idéologique qui s'ensuit.

Par exemple, le numéro de *Valeurs actuelles* de cette semaine que l'on voit s'étaler dans les kiosques, avec en plus une publicité assez voyante consacrée à la guerre contre la drogue ; et on commence déjà à parler des avocats de la bombe H, c'est-à-dire des avocats du haschisch. Il y a une autre bombe H qui me paraît plus dangereuse, mais c'est un autre problème.

« *Ras-les-murs* » : Que penses-tu de l'argument qui prétend que la drogue et son commerce enrichissent les réseaux islamistes ? C'est une diabolisation de la drogue, selon toi ?

Francis Caballero : Absolument ! C'est aussi une accusation sans le

moindre fondement, mais que le pouvoir profère pour diaboliser à nouveau la drogue en ne faisant aucune distinction entre les substances, le cannabis, l'héroïne, la cocaïne, l'ecstasy... Tout ça, c'est dans le même sac, et c'est entre autres ce que nous lui reprochons. En plus, on nous annonce un projet de loi qui consiste à renforcer les peines prévues contre le trafic, mais il est marqué du sceau de l'incompétence de ceux qui défendent ce texte. D'ailleurs, c'est le même numéro de projet de loi que celui qui avait été déposé par le gouvernement Balladur. Par conséquent, entre MM. Chirac et Balladur, il n'y a aucun changement, aucune tentative de réduction de la fracture sociale, et pourtant on sait que la politique anti-drogue est une source de fracture sociale, par le harcèlement des jeunes. On peut dire que l'activité principale de la police consiste à rechercher les barrettes de shit que transportent les jeunes, et c'est pour cela qu'un des syndicats de

police (la FASP) s'est prononcé pour un débat sur la dépénalisation et la légalisation. Mais le gouvernement a dit deux choses : premièrement, il n'y aura pas de débat sur la légalisation, ni sur la dépénalisation parce que c'est une question dont je ne veux plus parler et, deuxièmement, nous allons renforcer les sanctions, partir en guerre contre la drogue. Ce projet de loi est ridicule, parce qu'à force de renforcer les sanctions, ils arrivent à des textes qui aboutissent à des résultats complètement inverses à ceux qu'ils avaient espéré. Je cite les deux principales dispositions du projet de loi qu'on nous annonce : premièrement, nous allons punir désormais ceux qui emploieront des jeunes de moins de 18 ans pour faire du trafic et, deuxièmement, nous allons punir ceux qui ne peuvent justifier de leurs ressources alors qu'ils sont en contact avec des trafiquants notoires.

Je ferai remarquer que dans le premier cas, la peine prévue pour l'emploi des jeunes est de 7 ans d'emprisonnement et que dans le deuxième cas [...] la peine est de 5 ans. Et je précise que par ailleurs, déjà dans le code pénal, celui qui dirige une bande organisée de jeunes ou de non jeunes est puni de la réclusion criminelle à perpétuité. Celui qui détient une barrette de haschisch est puni de 10 ans d'emprisonnement, et celui qui fait pousser deux plants de cannabis sur son balcon est puni de 20 ans de réclusion criminelle. [...] J'ajoute, comme cerise sur le gâteau, que ce projet prévoit une disposition qui nous inquiète énormément et qui va redonner à la guerre contre la drogue un aspect horriblement conflictuel. Il va donner aux associations de lutte contre la drogue le droit de se constituer partie civile dans les infractions à la législation sur les stupéfiants. Et quand nous allons voir arriver l'Alliance contre la toxicomanie et autres ligues du même genre, alors que nous avons déjà affaire à une répression ultra-sévère entre les procureurs et les présidents, je suis inquiet. La défense en matière d'infraction sur la législation sur les stupéfiants, je peux en dire quelque chose, ce n'est pas une partie de plaisir. Je peux le dire, j'ai souvent des résultats désagréables. Les peines sont lourdes, longues, et ce n'est pas la joie : les jeunes font 72 heures de garde à vue sans voir d'avocat. Je vois des choses très pénibles, tous les jours, et je ne peux pas faire grand-chose. Donc, quand je vois des projets de loi qui prévoient qu'en plus les associations de lutte contre la toxicomanie vont demander l'aggravation des sanctions en hurlant aux audiences, je prévois un avenir extrêmement sombre sur le front de la drogue.

« *Ras-les-murs* » : Alors, crois-tu encore à une dépénalisation d'ici 3 ans ?

Francis Caballero : Oui, j'y crois encore. Pour être plus précis, dans 3 ans, il y aura des élections, et nous

allons nous efforcer de faire de cette question une question électorale. Donc, c'est simple, ou on dépénalise et l'on est élu ou l'on ne dépénalise pas et l'on n'est pas élu. Je ne voudrais pas trop faire de politique politicienne mais je voudrais faire réfléchir les princes qui nous gouvernent, et M. Chirac en particulier, sur la façon dont il a traité le problème. Je me souviens du jour où il a été élu Président de la République, il nous a dit : « *Quand nous penserons à une question, nous penserons en terme d'emplois d'abord et en terme de fracture sociale ensuite* ». Alors, je pense à l'exemple du cannabis. Si je pense au cannabis en terme d'emplois, je constate que la guerre contre la drogue ne fournit des emplois qu'au crime organisé, aux dealers et aux loulous des banlieues, qui s'enrichissent en vendant une substance 40 F le gramme alors qu'elle vaut 0,4 centime ; et en vendant une substance frelatée et en perpétuant un système immoral qui, en plus, conduit aux drogues dures. Parce que les dealers, n'ayant pas de morale, vendent du cannabis mais aussi de la cocaïne et de l'héroïne. C'est donc un système pervers, qui conduit à l'escalade. Par ailleurs, évidemment, cette prohibition accentue la fracture sociale parce que les jeunes sont poursuivis essentiellement aujourd'hui pour le cannabis. La guerre contre la drogue, c'est à 60% des interpellations (une personne toutes les 17 minutes) pour le cannabis en France. On est donc vraiment devant un harcèlement de la jeunesse, qui accentue la fracture sociale pour un résultat sanitaire nul puisque personne n'est mort pour l'instant d'un abus de cannabis [...].

Si l'on pense au cannabis en terme d'emplois et de fracture sociale, on ne peut pas adopter le système prohibitionniste qui ne va créer aucun emploi et qui aggrave la fracture sociale. Le système de légalisation contrôlée créera, selon moi, 8 à 10 000 emplois, plus de 15 000 dans l'agriculture, 6 000 dans le petit commerce et 2 000 dans l'administration et les contrôles. Donc une dizaine de milliers d'emplois directs, plus 30 000 emplois indirects. Il réduira la fracture sociale en n'harcélant plus la jeunesse. Il protégera mieux la santé publique, parce qu'on informera les jeunes, sur les paquets, des dangers du cannabis. Nous sommes en train, justement, dans le service minitel que nous créons (le 3617 MLC) de faire un sondage, auprès de l'ensemble du public, sur les bons moyens de prévention des abus du cannabis [...].

« *Ras-les-murs* » : L'attitude anti-prohibitionniste met aussi fin à la délinquance et à toute cette escalade internationale du trafic, mais également à la petite délinquance ?

Francis Caballero : Oui, c'est un peu plus sophistiqué que ça. Ce n'est pas vrai pour toutes les substances. Pour le cannabis, il y a une délinquance importante induite. Mais j'ai

Associations

PARIS : VIDÉO A « LA BONNE DESCENTE »

• Vendredi 1^{er} décembre, 20 h : projection de *La société du spectacle*, de Guy Debord (1973) 1 h 30.

« *La Bonne descente* », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

PARIS : JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

• Dans le cadre de cette journée de lutte, une manifestation est prévue par Act-up Paris, le vendredi 1^{er} décembre, à 18 h 30. Rendez-vous à la station RER Luxembourg.

• Un concert de rock suivra à l'Élysée Montmartre, à 19 h, avec Mister Gang, Zuluberlus et Schultz et Les Tontons Flingueurs. Une soirée *dance* débutera à 23 h 30. Act-up Paris : 48.06.13.89.

PARIS : DIAPORAMA LA CNT

Vendredi 1^{er} décembre, à 19 h, au 33, rue des Vignoles (M^o Avron ou Buzenval), 75020 Paris : diaporama sur « L'Espagne libertaire de 36 », suivi d'un débat avec les scénaristes, à 20 h.

PARIS : SOIRÉE FLEICHER

L'association « D'un cinéma l'autre » organise une soirée cinéma autour de l'œuvre de Fleicher, le vendredi 1^{er} décembre, à 19 h 30, à Confluence, 90, boulevard de Charonne (M^o Alexandre-Dumas). Entrée : 25 F.

LYON : VIDÉO ET DÉBAT A « LA GRYFFE »

Samedi 2 décembre, 15 h, débat : « Makhno et la révolution libertaire en Ukraine », avec la cinéaste Hélène Chatelain (qui prépare un film sur le mouvement makhnoviste).

Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^o Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

GUÉRET : JOURNÉE ANTINUCLÉAIRE

Une journée antinucléaire aura lieu le 2 décembre, à Guéret, autour du thème : « Les essais nucléaires ». Au programme : manifestation anti-essais et antinucléaire à 10 h ; animations diverses de sensibilisation en plein air et à la mairie à partir de 14 h (musique, théâtre, forums...) ; film-débat au cinéma Le Sénéchal à 20 h 30. Toute la journée, une exposition sera présentée dans la grande salle de la mairie. La FA de la Creuse sera présente lors de cette journée.

LILLERS (PAS-DE-CALAIS) : CONFÉRENCE-DÉBAT SUR L'ENFER DE LA MINE

L'Alliance rouge et noire organise, 25 ans après le drame de Fouquières-lez-Lens (16 morts), une conférence-débat : « La mine, c'est l'enfer », le mardi 5 décembre, à 20 h, au café-théâtre de L'Abattoir, 66, rue du Faubourg-d'Aval, à Lillers. Au programme : une vidéo sur le « tribunal populaire » institué après la catastrophe ; un diaporama de Pierre Feurtet intitulé *Traces* ; une intervention de Joseph Tournel, ancien mineur, licencié suite aux grèves de 1948 ; la présentation de la souscription publique lancée en vue de l'érection d'un mémorial aux mineurs...

Entrée : 15 F (gratuit pour les travailleurs précaires, les chômeurs et les étudiants).

Alliance rouge et noire, BP 53, 62290 Nœux-les-Mines.

LILLE : « TIERRA Y LIBERTAD - L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1936 »

• Vendredi 8 décembre, à 20 h, au cinéma Le Méliès, rue Trudaine (métro Triolo), à Villeneuve-d'Ascq : projection de *Land and Freedom*, suivie d'un débat animé par Frank Mintz, auteur de *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire* (éditions Maspéro), José Farran, militant anarcho-sindicaliste, réfugié à Lille en 1939, des militants de la CNT et des membres du Cercle culturel libertaire Benoît-Brouchoux.

Entrée : 28 et 32 F.

• Samedi 9 décembre, à 14 h 30, conférence-débat (avec les intervenants précédemment cités) au CCL B.-Brouchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M^o Fives ou Marbrerie), 59800 Lille. Entrée libre.

MARSEILLE : OBJECTION DE CONSCIENCE

• Permanence pour l'objection : chaque mercredi, de 17 h à 21 h, à la permanence de l'APOC, 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille.

• Le n^o 6 de RIRE (Réseau d'information aux réfractaires) vient de paraître. Il coûte : 10 F. L'abonnement (pour 6 numéros) est de 60 F (étranger : 80 F). Chèque à l'ordre de JO/RIRE.

PARIS : LE JOURNAL INTIME COLLECTIF

L'association « Vinaigre » publie un recueil de textes décrivant des scènes de la vie quotidienne parisienne, observées en des lieux publics. Le *Journal intime collectif*, coûte 50 F (+ 10 F de frais de port). « Vinaigre », 152, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

contrôlée du cannabis ?

quand même vu dans certaines affaires des gens qui volent leurs parents pour acheter du cannabis. Mais enfin, on n'en est pas à faire des casses de pharmacies pour du cannabis ; on n'en est pas quand même à agresser les vieilles dames pour se procurer du cannabis. En revanche, évidemment pour la cocaïne et l'héroïne, il est clair que c'est là une source très importante de la petite délinquance, 80% des arrachages de sacs de vieilles dames proviennent sans doute des héroïnomanes. Et c'est vrai qu'il n'y a pas que le cannabis qui est intéressant pour une politique de légalisation contrôlée. [...] Il y a toute une politique de désescalade à pratiquer en parlant de l'héroïne et en continuant vers la méthadone, le moscontin, voire la codéine ou l'opium. Et je prétends que si, justement, on offrait une palette aux héroïnomanes, petit-à-petit, on verrait leur nombre baisser, comme il commence déjà à baisser dès lors qu'on leur propose une drogue de substitution. La méthadone est vraiment une substitution à l'héroïne, non pas dans tous les cas puisque l'héroïne donne du plaisir alors que la méthadone n'en donne pas, ce qui fait qu'il y a des héroïnomanes qui ne quitteront pas l'héroïne pour la méthadone. Et c'est à ceux là qu'il faut proposer des sulfates de morphine ou de l'opium puisqu'au début du siècle, il y avait 1 500 fumeries d'opium à Paris, et personne ne mourait vraiment, ou mourait le vieil opiomane de 80 ans qui ne troublait pas l'ordre public. Tandis que les jeunes héroïnomanes qui agressent les vieilles dames dans la rue et qui volent les auto-radios, ceux-là sont un vrai problème de délinquance que jamais n'aurait posé un opiomane tranquille dans sa

fumerie. On voit donc bien qu'à l'époque où c'était légal, on avait des pratiques relativement plus douces et moins dangereuses sur le plan sanitaire. Aujourd'hui, c'est illégal, on a les pratiques les plus dures, les plus dangereuses pour l'ordre public.

Ou on deale ou on se prostitue, ou on agresse. Il y a ainsi trois grandes sources d'approvisionnement quand quelqu'un veut se procurer des substances à 1000 F le gramme et qu'il prend un gramme par jour, il faut voler trois auto-radios ou il faut faire 5 passes, quand on est une prostituée, ou il faut vendre 5 grammes et en garder un pour soi. C'est un système criminogène. Il provoque la prostitution. Il provoque la délinquance. Il provoque le deal.

« *Ras-les-murs* » : La substitution permet aussi de remettre le toxicomane dans le circuit social.

Francis Caballero : C'est certain, ça les remet de toute façon dans le circuit social. Il est certain que la méthadone offre d'énormes avantages, et ces avantages s'inscrivent dans la politique dite de réduction des risques, que j'approuve. Mais, au passage, je fais remarquer (pas avec humour mais un peu sarcastiquement) que c'est la réduction des risques de la prohibition dont il est question, ce n'est pas des risques de la drogue. Car les trois risques que l'on cherche à réduire, c'est la délinquance comme effet pervers de la prohibition, les overdoses qui sont également, selon moi, un effet pervers de la prohibition puisque les produits sont coupés, frelatés et le SIDA est également un effet de la prohibition, parce que dans un système de légalisation contrôlée, si on vendait des opiacés (qu'il s'agisse de

Max Deblé, Philippe Caron (55 F)
« *La drogue a mauvaise réputation, mais son commerce arrange beaucoup de gens...* »

ÇA ARRANGE LES GOUVERNEMENTS PARCE QUE LES PAYS PRODUCTEURS OU POURVOYEURS ACHÈTENT DES ARMES À NOS MARCHANDS DE CANONS AVEC L'ARGENT RÉCOLTÉ...



l'héroïne, qui ne serait d'ailleurs pas vendue sous son nom mais sous son nom scientifique, sans aucun intérêt mythique, qui serait la diacetylmorphine), on dirait à un toxicomane : « Alors, tu veux quoi ? La diacetylmorphine à 0,5 ». Il viendrait le matin dans un dispensaire. Il n'y aurait vraiment plus aucun intérêt à dealer, à entraîner les autres. Il est certain que je changerai jamais la nature de l'héroïne, qui restera une substance qui crée une dépendance physique. Je n'ai pas l'intention de transfor-

mer l'héroïne en yaourt. Elle serait aussi dangereuse dans mon système que dans le leur. Elle le sera un peu moins quand même parce que, justement, on connaîtra la quantité des diacetylmorphines que l'on absorbe. Ensuite, on pourra passer à des pratiques qui sont moins mortifères parce qu'on prendra un UDVI (un usager de drogue par voie injectable) et on le transformera ensuite en sniffeur, on le transformera en buveur de méthadone et enfin on le transformera en fumeur d'opium et, au bout du compte, il

aura suivi cette fameuse désescalade dont je parle, et tout le monde s'en trouvera bien.

« *Ras-les-murs* » : La politique de la guerre à la drogue permet de justifier la répression, de maintenir l'insécurité, donc en somme de pérenniser le système ?

Francis Caballero : Oui, c'est vrai. Il y a des gens qui ont intérêt (en particulier la police, les douanes et certains corps constitués) à la pérennité du système, dont ils tirent manifestement profit en terme d'image et même en terme financier, parce que les douanes, on le sait, pratiquent un véritable racket sur les amendes douanières, en matière de stupéfiants. C'est un scandale public, les douanes sont la personne morale qui tire le plus de profit du trafic de stupéfiants en France. ♦

La drogue en milieu carcéral

Pour nous, militants anti-carcéraux, le combat mené par Francis Caballero nous semble important puisque le système de légalisation contrôlée a pour principal avantage d'éviter l'incarcération des usagers de drogues.

Rappelons qu'à l'intérieur de la prison, il n'existe aucune infrastructure de type médico-psychologique pour une prise en charge sérieuse des souffrances, tant physique que psychique, qu'occasionne le sevrage forcé des usagers de drogues dures. D'autant plus que l'on sait aujourd'hui que ce type de sevrage renforce et confirme le plus souvent la pharmacodépendance du sujet pour le produit.

La prescription de produits de substitution n'étant pas autorisée, seule la fiole, un mélange de tranquillisants, de somnifères et de neuroleptiques (dénoncé par les médecins) est distribuée jusqu'à 3 fois par jour.

Par ailleurs, quand l'usager de drogues parvient à se procurer ou à se fabriquer une seringue, il n'est pas rare que celle-ci soit utilisée par plusieurs détenus. Ainsi, outre les infections dues à la mauvaise qualité du matériel et outre les dangers que présente un produit de mauvaise qualité, le risque majeur reste la contamination par le virus du SIDA et/ou par toute autre maladie transmissible. L'administration pénitentiaire, ancrée dans le déni de la réalité, ne fournit pas le matériel de stérilisation (coton et éther) nécessaire pour limiter ces risques.

Du point de vue psychologique, aux conséquences de la désinsertion sociale viennent s'ajouter les angoisses générées par le sevrage forcé et l'état de manque qui l'accompagne. La prison œuvrant à l'opposé de la possibilité d'un réaménagement psychologique, certains détenus réprimés ou acculés au désespoir ont recours à des tentatives de suicide.

Les lois répressives mises en place par les gouvernements successifs ne

s'adressent pas qu'aux usagers de drogues dures. Aussi, il n'est pas rare que des usagers de drogues douces écopent de plusieurs mois de prison ferme (voire plus pour ceux qui pratiquent le commerce). La pharmacodépendance de l'usager de drogues dures étant sans commune mesure pour l'usager de drogues douces, ce dernier échappe plus facilement à la spirale infernale conduisant à la délinquance ou à la prostitution. Moins désinséré socialement, la disproportion entre le délit et la sanction est telle que l'emprisonnement peut apparaître pour lui encore plus traumatisant.

Comme beaucoup de consommateurs de drogues dures, les consommateurs de drogues douces, alors même qu'ils n'ont jamais porté atteinte à autrui, vont devoir subir le seul régime qu'offre la prison : la privation, la frustration et l'humiliation.

Actuellement, les usagers de drogues représentent à peu près un tiers de la population des maisons d'arrêt. A la prison de Fresnes, d'une cinquantaine d'usagers de drogues au début des années 80, on est passé à 1 400 en 1985.

En 1994, la police a procédé à 52 518 interpellations pour usage illicite de stupéfiants. En 1991, 11 500 condamnations ont été prononcées pour usage ou revente de drogue.

Il n'y a plus de doute que ce système, qui consiste à appliquer une politique prohibitionniste et l'incarcération comme traitement social de la toxicomanie, ne sert que les intérêts du pouvoir et de l'argent. Jusqu'à ce jour, personne n'a pu prouver son utilité, alors que nombreux sont ceux qui ont constaté son échec.

Ce système, qui marginalise et détruit, a fait son temps... Qu'il crève !

« RAS-LES-MURS »

(c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris)

LILLE :
RASSEMBLEMENT POUR
LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION DES
USAGERS DE CANNABIS

L'association « *Narcotic System* » organise,
le mercredi 6 décembre,
à 13 h 30,
un rassemblement devant
le tribunal de Lille,
en soutien à six marcheurs
pour « la paix
aux drogues »
(marche avortée Calais-
Bruxelles d'août 1995)
qui passent en procès.
« *Narcotic System* » : 51.69.08.23
(demandez Pascal).

PARIS

Ni dieu ni maître ni ordre moral : en avant toutes et tous !

Lech Walesa est déchu en Pologne, le oui au divorce l'emporte en Irlande... deux grandes baffes pour le pape, qui s'était permis, une fois de plus, d'intervenir ici et là dans le champ social et politique.

« Varsovie, Paris, Alger... intégristes, y'en a marre ! », scandait le millier de manifestants derrière la banderole de la Fédération anarchiste, ce samedi 25 novembre, au milieu des 40 000 femmes et hommes venus de toute la France réaffirmer leur attachement aux droits des femmes, droits conquis ou comme droits à conquérir. Autre réponse aux croisés papaux ou aux imams musulmans.

La lutte contre les intégrismes,

contre la remontée de l'ordre moral, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits et pour l'égalité entre les hommes et les femmes apparaissent là comme ciment fédérateur de cette manifestation nationale appelée par la CADAC et 140 organisations et associations féministes, syndicales, politiques et laïques, n'en déplaise à tous les sociaux-démocrates venus sans doute se dédouaner des années mitterrandiennes.

On peut regretter que les grévistes des transports n'aient pas suspendu leur mouvement pour permettre une plus grande participation (500 personnes bloquées à Bordeaux, 300 à Marseille...), d'autant que leurs syndicats étaient parti prenant de l'appel à la manifestation.

Ce n'est qu'un début, le combat continu !

DES ANARCHA-FÉMINISTES
(de la commission *Femmes* de la FA)

**Librairie
du Monde libertaire**
145, rue Amelot
(M° Oberkampf),
75011 Paris
soirées (à 19 h 30)
« FEMMES
RÉVOLUTIONNAIRES,
FEMMES
DANS LA RÉVOLUTION »

• **Mercredi 29 novembre**
discussion autour du film
de Lisa Berger et
Carol Mazer, *Toda la vida.*
Témoignages, 50 ans
après, de femmes ayant
vécu de l'intérieur
la révolution espagnole
de 1936.
Avec **Elisabeth Claude,**
membre de la commission
Femmes de la FA.

• **Judi 30 novembre**
discussion autour du film
de Volker Schlöndorff,
L'Honneur perdu
de Katharina Blum
(1 h 46)

AMIES LECTRICES
AMIS LECTEURS

Le hors-série n° 5, sur les cent ans du *Libertaire*, connaît un succès important et risque d'être rapidement épuisé dans de multiples points de vente, cela malgré l'augmentation du tirage et des lieux d'implantation dont il a fait l'objet.

Pour pouvoir répondre à la demande de lecteurs souhaitant le faire connaître à des amis, un service d'expédition est exceptionnellement mis en place par l'administration du ML.

Pour recevoir le hors série chez vous, le faire envoyer à un tiers (en un ou plusieurs exemplaires), contactez :

— **APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.** Téléphone : 35.84.27.17. Libellez votre chèque à l'ordre de PUBLICO.

A LA PETITE SEMAINE

Alexandre ou « Ernest » ?

Un grand quotidien du soir, néo-clérical fanatique et que les simples d'esprit prétendent bien informé, vient encore à nos dépens de franchir les bornes de l'indécence et de la calomnie. Après *Le Point*, autre publication ensoutanée, voilà que cette feuille de chou mondaine prétend qu'un pont « anarcho-syndicaliste » occupe un poste important, sous le nom de guerre très avant-gardiste d'« Ernest », au sein du bureau politique d'une secte trotskyste, le Parti des travailleurs. A l'occasion, ce personnage, lourd tribun d'un autre âge et de Loire-Atlantique, aurait même, en compagnie de son gourou, Pierre Lambert, gueuletonné avec Chirac, dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Il est vrai qu'en périphérie de la grande famille libertaire il est parfois des « cousins éloignés », permanents à vie de la lutte des classes, qui de temps en temps se souviennent, le plus souvent pour justifier de douteuses compromissions, avoir lu Malatesta ou Pelloutier, appelés à la rescousse comme on ouvre une fenêtre pour qu'entre un peu d'air frais dans une atmosphère par trop viciée, mais de là à se faire les complices des énervés de la IV^e Internationale !...

A l'heure où leur Seigneur abandonne la destinée de la Pologne aux avorteurs stalino-affairistes et celle de l'Irlande aux prêtres pédophiles et aux remariages sataniques, on comprend que les cléricaux de tout poil versent dans l'aigreur. Tout de même, il y a des limites ! Un anarcho-syndicaliste membre de haut rang d'une organisation politique marxiste, quel bobard ! La preuve, l'intéressé n'a même pas cru bon de démentir...

FLORÉAL

GRÈVE SNCF

Construire les luttes présentes et à venir : le cas des chemins de fer

« La masse salariale est trop importante »... « La productivité est trop faible »... « Le statut des cheminots est trop rigide »... « L'importance de la dette oblige à réagir vite ». Voici les phrases les plus importantes répétées inlassablement dans les dernières semaines, tant par Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, que par Jean Bergougnoux, PDG de la SNCF, et reprises sans sourcilier par tous les petits chefs ferroviaires encore en activité. Dans cette poignée de mots, il y a en effet tout le programme des réjouissances qui attendent salariés et usagers des chemins de fer, et des transports en général.

Un passage en force sans précédent

Dans cette entreprise, exemple de concertation qu'est la SNCF, ce qui fait lever le sourcil dans un premier temps, c'est la tentative appuyée de l'Etat et des dirigeants d'imposer un contrat de plan en moins d'un mois. En effet le 15 novembre, les premières lignes n'en étaient pas encore connues, et le 15 décembre il sera définitivement signé. Il faut savoir que les contrats de plan sont signés pour quatre ans entre l'Etat et ses « partenaires » (EDF-GDF, SNCF...). Ils définissent, en théorie, les missions et objectifs imposés à l'entreprise, et les compensations financières éventuelles qui lui sont allouées en contrepartie. Les contrats passés jusque là par la SNCF prévoyaient par exemple des missions de services publics et d'aménagement du territoire, mais aussi des investissements concernant le développement de la grande vitesse et les infrastructures que cela nécessite. Evidemment, quand une direction d'entreprise veut imposer une réduction massive d'effectifs et bloquer les salaires, il devient urgent pour elle de faire vite, mais aussi de montrer de façon claire une force suffisante pour être dissuasive. On peut chercher plus loin et constater que, dans les entreprises « publiques », le syndicalisme traditionnel pèse encore d'un certain poids et que, même si cela présente les avantages d'une certaine collaboration de classes, c'est sans conteste une gêne pour les dirigeants qui prétendent décider vite. Mais plus loin encore, il est incontestable que le ferroviaire de

par le poids économique qu'il représente est une arme politique essentielle aux mains du pouvoir, et dans la période d'offensive bourgeoise actuelle il ne serait pas négligeable pour le gouvernement de faire mordre la poussière aux salariés des chemins de fer.

Le contenu du contrat de plan

A l'heure où j'écris ces lignes, il est difficile de dire précisément ce qu'il va ressortir des négociations engagées avec 24 heures d'avance, en plein dimanche, entre direction SNCF et syndicats sur un contrat de plan dont la caractéristique générale est la partition de l'entreprise entre un secteur « rentable », géré suivant les normes de la concurrence capitaliste, et un secteur « public », laissé en grande partie aux régions administratives qui choisiraient de maintenir les lignes ou de remplacer ces trains par des cars ou des taxis. Tout cela représente sans conteste une casse de la solidarité économique qui régissait les transports ferroviaires jusque là, et dont le principe était de n'avoir qu'une seule caisse pour l'ensemble des réseaux et permettait ainsi d'obtenir une couverture importante du territoire sans tenir compte de la rentabilité économique de chaque.

Ajoutons que le contrat de plan en question remet définitivement en cause le système de retraite et assurance maladie propre, jusqu'à présent, aux chemins de fer : retraite à 55 ans pour l'ensemble des cheminots, à 50 ans pour les mécaniciens, couverture totale des frais de maladie. Il était évident qu'à l'heure où les dirigeants politiques engageaient le conflit sur la protection sociale, des régimes aussi avantageux que celui-ci allaient se trouver en ligne de mire en regard à la voracité des bourgeois.

Enfin, pour terminer sur les grandes lignes, ce fameux contrat de plan prévoit l'augmentation de la productivité moyenne (parce qu'on ne veut vexer personne, en particulier et surtout pas les cadres) des cheminots, que la direction et le gouvernement ne trouvent pas assez « polyvalents », ou dont le statut ne permet pas une exploitation assez intensive ; par exemple, on ne peut obliger un mécanicien qui a fini ses huit heures à « reprendre le volant » comme on

pourrait le faire avec un chauffeur routier. Rappelons utilement à ce sujet que 80% des transports routiers en France sont le fait du groupe SNCF, ce qui lui permet de mettre en concurrence les salariés des transports, avec le plus grand profit.

Cela n'aura échappé à personne que la SNCF est un bastion syndical qui aura permis à la CGT de maintenir la pression en attendant la journée de grève générale du 28 novembre. Il est tout autant évident que cette centrale joue la dureté sur le terrain, allant parfois jusqu'à l'action violente comme par exemple à Chambéry, parce que son parti de tutelle — le PCF — n'a pas, comme son cousin socialiste, l'occasion de jouer l'alternance démocratique lors des élections. De plus, il est vital pour l'ensemble des mouvements de gauche de s'assurer une emprise sur la société, qu'ils n'ont plus depuis leur collaboration avec l'Etat social-démocrate. De ce point de vue, les tensions internes à la CFDT ne sont vraisemblablement pas exemptes de manœuvres politiques en vue d'une recomposition syndicale « à gauche de la gauche ».

Jeter les bases des luttes à venir

Pour l'émancipation du prolétariat, et donc pour les anarchistes, les choses sont passablement différentes. L'agitation téléguidée par les appareils politiques ne serviront qu'à diriger les masses et les priver de leur autonomie de décision. Des revendications axées uniquement sur « notre profession à nous » ou « des gommes et des crayons » ne peuvent que favoriser le retour de la bourgeoisie de gauche, en mettant en porte-à-faux le gouvernement Juppé.

Si nous ne sommes manifestement pas en mesure de prendre en main la société, il paraît quand même possible de mettre à profit la période de luttes pour avancer des propositions qui permettent d'influencer durablement celles-ci et de construire les outils qui seront nécessaires. Voici une série de propositions concernant les chemins de fer, mais pas seulement :

— redistribution des gains de productivité par des augmentations de salaires et des embauches correspondantes à la réduction de la durée du travail (moins de trente heures par semaine) ;

— maintien et même extension de la protection sociale et expulsion du patronat et de l'Etat de sa gestion ;

— maintien d'un service public de transport. Action commune salariée pour définir les besoins et obtenir leur satisfaction.

LAURENT MARTIN
(liaison FA de Modane)

SOLIDARITÉ AVEC LES ANARCHISTES CHILIENS

Suite à un appel à la solidarité financière lancé en faveur de nos camarades chiliens, dans un précédent ML, nous avons déjà reçu la somme de 680 F, auxquels viennent s'ajouter les dons de : O. Fayel : 50 F, P. Pignot : 200 F et P. Equy : 200 F. Cette nouvelle somme de 450 F a été remise au secrétariat aux Relations internationales. Pour tout soutien : chèque à l'ordre de PUBLICO (inscrire au dos : « Solidarité Chili »).

LES LECTURES DE THÉOPHILE

« Anthologie de la chanson française »
 Marc Robine - éditions Albin Michel
 et CD EPM

En France, tout commence et finit par des chansons. C'est tellement évident qu'on fait une semaine de la chanson française par an. Ce qui signifie que le reste du temps, on ne s'en préoccupe pas trop de la chanson. Pourtant, comme aux amis de 30 ans, on préfère celles de 20, on a plutôt tendance à se mettre à la colle avec l'accordéon du Balajo qu'avec la « pasqualitote » du Balladur. Et ça ne date pas d'hier, nos préférences.

A l'heure où l'on tente d'intégrer la chanson, d'en faire quelque chose de culturellement correct, il est bon de rappeler aux Fouquier-Tinville de service que la chanson demeure ce qu'elle fut de tout temps : une expression libre et sauvage... et revendicative. La parole des illettrés, des exploités et des laissés-pour-compte de la société. De la complainte des tisserands, recueillie par Chrétien de Troyes en 1170, aux chants de la Commune, la chanson a toujours été cette chronique de la vie quotidienne concurrençant les annales officielles, les contredisant souvent avec dérision.

C'est ce que nous montre, nous démontre, le magnifique travail de Marc Robine, dans ce premier panorama de la chanson traditionnelle. Plus de 300 chansons avec leurs partitions complètes, une répartition thématique en 14 genres, commentés et situés dans leur contexte historique. Pour accompagner ce chef d'œuvre, un coffret de 14 CD en reprend les chansons, avec pour interprètes la fine fleur d'aujourd'hui. Quelques noms au hasard : Michèle Bernard, Romain Didier, Francis Lemarque, Tonio Gemène, Gilles Elbaz, Marc Ogeret, Gérard Pierron, Anne Sylvestre, Pierre Perret... Ainsi, d'hier et d'aujourd'hui, la filiation coule de source. Rap, rock, traditionnelle ou poétique, la chanson demeure cette chronique amusée, impertinente, dramatique ou pathétique de notre quotidien. C'est là toute sa grandeur et ses limites.

Marc Robine est musicien, auteur-compositeur-interprète. Il a enregistré six albums. Le dernier, *L'Errance*, est un joyau. Marc est également journaliste (notamment à la revue *Chorus*), il a signé trois biographies, sur Francis Cabrel, Julien Clerc et Georges Brassens.

Ce premier panorama sera suivi d'un second, qui complètera l'histoire de la chanson et concernera le XX^e siècle.

THÉOPHILE

(« Les Chroniques de l'ozone » - Radio Libertaire)

N.B. : de Marc Robine, on nous annonce également la sortie d'un CD, *Le temps des cerises*.

LITTÉRATURE

« Carnets américains (1835 - 1853) »
 Nathaniel Hawthorne - éditions José Corti
 (traduit et préfacé par Françoise Charras)



Hawthorne est en France un auteur assez peu lu et surtout connu pour avoir écrit des récits fantastiques. C'est un fait que beaucoup d'éditeurs hésitent à prendre en compte l'ensemble de la production d'un auteur et plus encore les notes et les observations qui constituent le laboratoire secret de son œuvre. C'est négliger l'évidence d'une obscure maturation sans laquelle, pourtant, aucun écrit commerciali-

sable ne verrait le jour. Voici par conséquent un livre passionnant, dont la lecture permet de mieux comprendre ce qu'est un écrivain au travail et pourquoi, surtout, une œuvre véritable se construit avec le matériau même de l'existence. Pendant toute la durée de son activité littéraire, Hawthorne consignera sur des carnets les observations, les réflexions, les descriptions et les pensées que lui inspire le quotidien. La vie est son sujet. Les hommes, surtout, qu'il observe et qu'il peint avec la tendresse toute particulière que l'on retrouve, par exemple, dans les portraits d'un Franz Hals. D'un regard, le rideau s'écarte et l'Amérique sauvage du XIX^e siècle s'anime, ses scènes de rue, avec leurs brocanteurs, paysans et aventuriers. Il y a ce continent aux dimensions immenses, aux paysages sublimes et l'écrivain, ses espoirs, ses incertitudes ; une grande perspective dont les lignes se recourent, se modifient au rythme de la réflexion. Il y a chez Hawthorne un Balzac dilettante. Il voit le décor de la comédie humaine, en explore avec précision les mécanismes, mais la tendresse toujours triomphe de l'étrangeté. La plupart des grands carnets de voyage ou d'exploration humaine dressent en général une

UNE EXPÉRIENCE ÉDUCATIVE DANS L'ILE D'OLÉRON

« Bonaventure
 une école libertaire »

éditions du Monde Libertaire (Paris)
 et Alternative libertaire (Bruxelles)



■ L'ASSOCIATION BOUT-FICELLE
 35 Allée de l'Angle Chaucre 17190 St Georges d'Oléron
 ■ LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE 145 rue Amelot 75011 Paris
 ■ LE JOURNAL ALTERNATIVE LIBERTAIRE 2 rue de l'Inquisition 1040 Bruxelles

En septembre 1993, Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, deux esprits libres à l'extrémité de l'île d'Oléron (Charente-Maritime) créent une école libertaire. Ils réalisent un très ancien projet. Victimes lucides de la République, ils voient que pour ne pas la renier, ils doivent créer la leur. Et ils le font avec une poignée d'enfants et de parents.

Ce livre collectif est le journal de deux années de vie éducative, et comme tel, un véritable document sur l'expérience au quotidien de la transmission du savoir. Chaque membre de la communauté, qui a souhaité s'exprimer, l'a fait, et ce sont ainsi autant de perspectives qui s'offrent sur le sens et la finalité du savoir. Chaque regard, à travers la vision qu'il transmet, rejoint un questionnement commun, qui s'est forgé au gré des circonstances et qui s'exprime, en

simplifiant beaucoup, sous la forme suivante : comment faire pour créer un univers libre dans un monde qui non seulement ne l'est pas mais qui se refuse tout espoir de liberté ?

Ce qui touche particulièrement, dans ce livre que liront tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir des petites femmes et des petits hommes en herbe qu'ils ont auprès d'eux, c'est la quantité de doute et de prudence qu'il faut pour agir adéquatement dans le cadre des libertés fondamentales. Et ce qui séduit, ce qui fait adhérer, c'est l'exactitude du diagnostic avancé. En créant les conditions de sa propre existence, le groupe de Bonaventure devient comme un révélateur vivant qui fait non seulement apparaître tout ce qu'il y a de mort, du côté institutionnel, mais aussi en lui. Redoutable diagnostic, mais qui a le mérite infini de montrer qu'un corps social

vraiment vivant doit, quelle que soit sa taille, s'interroger sur sa posture, sur la stratégie qu'il doit employer pour nourrir le processus de son mouvement ; s'interroger encore sur le comment ne pas mourir quand, à peu près désarmé, il devra traverser le désert le plus peuplé, le mieux armé du monde.

Du temps de Freinet, l'invention et l'état de la planète autorisaient encore certains espoirs. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et la lisière du possible apparaît à ce point réduite qu'elle revient au présent immédiat. C'est sans doute l'extrême pression de la réalité et l'urgence dans laquelle la mise au clair a dû être réalisée qui a conduit le groupe à livrer un ensemble de réflexions si pertinentes.

Il est bien possible, comme le donne à penser ce livre passionnant, que la vie ait à examiner ses propres réactions dans la dimension cellulaire avant de chercher à investir l'organisme tout entier. Personne n'ignore que le monstre est très malade et qu'il veut être plus malade encore, malade jusqu'à en crever, puisqu'il ne dure qu'en détruisant, qu'en rongant les tout derniers bourgeons de vie qui lui résistent encore. Bonaventure est mieux qu'un manifeste de l'éducation libertaire, c'est le journal de cette cellule qui traque la maladie du corps social à l'intérieur de son propre tissu. Lire ce livre, c'est comme tendre un miroir devant soi. Ouvrir ce livre, c'est remonter vers la source de toute peur. C'est passer quelques quarts d'heures décapants. C'est aussi voir à quel point on devient libre quand on s'affranchit de l'énorme imposture sociale. C'est enfin apprendre à quel point il faut être seul pour appartenir à une véritable communauté.

Le livre est disponible à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico) au prix de 60 F (ajoutez 10% de frais de port) et à Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron (1 exemplaire : 60 F ; 5 exemplaires : 250 F ; 10 exemplaires : 400 F, port compris).

CLAUDE MARGAT

sorte de bilan qui, certes, est rarement dépourvu d'intérêt mais où les témoins, dans la majorité des cas, se placent résolument sur l'autre rive, promènent la caméra d'un regard distancé. Rien d'analogue en ces pages émaillées de superbes descriptions allégoriques, de projets, de récits, de réflexions philosophiques et de jeux de langue prodigieusement modernes. Dans ses carnets, Hawthorne observe la vie comme un homme qui reviendrait de la mort. Il écrit comme il voit, souvent en peintre, note le détail cocasse, émouvant ; avec un tendre

scepticisme qui vient alimenter la mécanique d'un romancier curieux de voir ce qu'il pourrait faire d'un matériau que la fiction, on le sent bien, est impatiente de transformer. Il y a chez Hawthorne un mathématicien de la pensée qui suit la pente de son cœur et qui, de ce fait, accède d'emblée à l'universel de la pensée. La vie qui décline au présent des moutures innombrables de scénarios reste donc la première des inspiratrices. De là viennent l'élan, le souffle qui traversent ces carnets. Grande ouverte en lui-même, la fenêtre du regard laisse apercevoir

une étendue où l'instant vécu, écrit, fixe la beauté de l'éternel. On est exactement introduit là où le lent travail de l'espace et celui de la pensée s'unissent pour distiller la fleur du temps : « La raison pour laquelle la Nature montre plus de minutie dans son travail que l'Homme vient de ce qu'elle procède à partir du germe le plus profond, tandis qu'il ne travaille que la surface des choses. » Des pages pour retrouver la bonne distance, pour voir le monde tel qu'il pourrait être et non tel qu'on nous le fait.

C.M.

EXPOSITION AB IRATO
 du 4 au 16 décembre
 STÉPHANE GOARNISSON
 BARTHÉLÉMY SCHWARTZ
 CESARIO RACHADOR
 REINALDO
 librairie du Monde Libertaire
 145, rue Amelot (M° Oberkampf)
 75011 Paris

UNIVERSITÉS

Etudiants... poils aux dents

COMME à chaque début d'année universitaire, la colère gronde dans les facultés, en raison des éternels problèmes de locaux surchargés, d'enseignants insuffisants... Mais au-delà des gommes et des crayons, même les plus bornés des étudiants commencent à se rendre compte que mendier trois sous à chaque fois les condamne à revenir l'année suivante. Certains, même, commencent à entrevoir que le malaise déborde largement le cadre de l'enseignement.

Les faits...

L'exemple de Rouen est symptomatique : cela faisait déjà deux ans que la situation était catastrophique, et que les étudiants se mobilisaient lors de leur rentrée... pour pas grand-chose. Aujourd'hui, les ultracorporatistes des Sciences (qui hier chantaient *L'île aux enfants*) occupent le Rectorat. De Casimir à l'action directe ! Maintenant qu'on nous serine avec leur victoire, il importe de rester vigilant sur la réalisation des promesses qui leur ont été faites.

Après ce furent les les universités de Lyon, Caen, Aix-en-Provence, Montpellier, Nice, Metz, Toulon, Tours, Pau, Orléans, Nancy, Nanterre, Tolbiac, Censier, Marne-la-Vallée (si, si, ça existe !)... qui se mobilisèrent. Et plus encore celles de Toulouse et de Saint-Denis, qui seront chacune à l'origine d'un appel national. Une réunion inter-universitaire, tenue à Toulouse les 18 et 19 novembre, appelle à une journée d'action le 21, où nous serons environ 100 000 dans la rue, et à une coordination nationale le soir même, à Paris.

Cette coordination se réunit à la Sorbonne-Panthéon, à l'abri des observateurs venus trop nombreux au goût des bureaucrates syndicaux. Elle adopte une plate-forme revendicative minimale, pondue sur le tas, pour contrer celle de Saint-Denis, jugée sans doute trop subversive. Il faut dire que là-bas la commission « Université et société » n'a qu'une conclusion : il faut changer la société ! Seuls 4 amendements sur 40 proposés permettront de sauver les meubles, dont : l'égalité des droits pour les étudiants étrangers et la titularisation des précaires... cette revendication restant une grande première pour un appel national. Le reste des exigences se limite à réclamer du pognon. Néanmoins, sont conservés la condamnation de la destruction du service public et l'appel à participer à la manifestation du 24 novembre (grève de la Fonction publique). En résumé, on s'attendait à pire.

Détail intéressant : pendant que les inévitables crypto-maos refaisaient le monde, les libertaires



Depuis la mobilisation contre Devaquet, en 1986 (photo), les problèmes s'amplifient. Photo : Staff JEE (AFP).

filiaient un coup de main au travailleur chargé du nettoyage de la salle de réunion. Comme d'habitude, il y a ceux qui parlent et ceux qui agissent.

Dans la suite logique, une réunion inter-facultés parisiennes se réunissait le 23 novembre à Jussieu. Puisque la coordination ne l'avait pas fait, on espérait (en vain) la mise en place d'une manifestation en direction de la fac Pasqua (Léonard-de-Vinci), dont la réquisition est un mot d'ordre général. Cette manifestation risque de demeurer en suspens longtemps, au moins tant que les étudiants préféreront défiler en direction du ministère, envoyant les bureaucrates déguster des petits fours, comme cela est prévu le 30 novembre.

La manifestation du service public du 24 n'a vu la présence que d'environ 500 étudiants (principalement des militants), venus défiler derrière les banderoles de l'UNEF, l'UNEF-ID ou encore la CNT-FAU (mais, en ce qui la concerne, ça nous ferait mal au cœur de devoir la mettre au même plan que les autres).

...et ce que l'on peut en déduire

D'abord, constatons une chose marquante : c'est le début d'une prise de conscience, pas encore de classe, mais au moins de la nécessité de rompre le consensus social. Ainsi, après la manifestation du 21, ce ne sont pas les éternels 200 totes que l'on retrouve face aux CRS devant le ministère, mais bien 400 étudiants « de base », se sentant floués par les syndicats. Ils n'étaient pas là pour casser du flic, mais pour aller plus loin, ne comprenant pas la finalité de la journée. Le tout en scandant : « *Police partout, justice nulle part !* » et « *La seule solution, c'est la révolution !* ». Après tout, c'est la génération du CIP qui arrive à la fac.

Ensuite, c'est pour faire face à cette radicalisation que nos bureaucrates de l'UNEF et de l'UNEF-ID font cause commune pour maintenir le contrôle des troupes et sauvegarder leur respectabilité. Les bureaucraties syndicales sont parfois

obligées de s'adapter, tant dans les revendications (sur la fac Pasqua, notamment) qu'au niveau des slogans (« *Si tu veux un bon budget, tape des mains* » voisine avec « *Fac ouverte aux enfants d'ouvriers, fac fermée aux intérêts privés* »). Mais il arrive qu'elles soient néanmoins débordées, comme à Saint-Denis et Nanterre. Ailleurs, elles bétonnent par trouille. Il est à noter que les membres de l'UNEF oppositionnelle, si prompts à se faire les champions de la démocratie directe contre leur direction, sont malades à l'idée de ne plus encadrer un mouvement dont ils s'autoproclament systématiquement les leaders, au nom de leur constance dans la lutte. Qu'attendre d'autre de l'avant-garde trotskyste ?

En parlant du loup, on en voit la queue. Alors que jusqu'ici, occupés à construire le grand parti des travailleurs, ils n'apparaissaient jamais, les voilà en force. Sans doute, ce changement de stratégie est-il dû à leur score « révolutionnaire » aux élections.

Enfin, le choix de la stratégie à adopter pour nous, les étudiants libertaires, se pose comme une alternative :

— intégrer le mouvement étudiant et ne pas apparaître en tant que libertaires, pour tenter d'impulser de l'intérieur une dynamique qui nous est propre. Tout en sachant bien qu'à ce jeu-là nos « camarades » trotskystes sont généralement plus conséquents (normal, le noyautage est leur raison d'être) ;

— ou bien revendiquer haut et fort notre caractère libertaire, notre différence d'avec les étudiants gnan-gnan, et alors apparaître comme les éternels en-dehors, incapables de faire autre chose que de critiquer stérilement, même si c'est avec raison.

La question reste posée, et elle le sera au cours des débats. Pour ma part, la solution n'est sans doute pas universelle, elle dépend des circonstances, et il ne faut pas craindre d'être opportuniste, quitte à adopter un mélange harmonieux des deux attitudes.

GUILLAUME
(gr. Louise-Michel/
CNT-FAU)

Quand l'UNEF-ID tient les choses en main — A Brest, dès le début du mouvement de grève des étudiants, l'UNEF-ID euse a pris le contrôle de la situation : occupation des principaux postes dans les commissions, manipulations d'assemblées générales... En bref, toutes les manœuvres propres à ces syndicalistes et politiciens professionnels. Le résultat fut que le mouvement non seulement resta enfermé dans une stratégie réformiste et catégorielle (refus par exemple de participer à la manifestation interprofessionnelle du 24 novembre et même simplement d'en débattre), mais en plus, il risque bien de s'effondrer dans l'inaction (les « responsables » refusent par exemple toute action en direction de la fac privée, l'ISEB). Ceci dit, les étudiants présents à la manifestation du vendredi 24 ne semblent pas vouloir continuer ainsi, et la contestation qui s'organise risque bien de remettre les pendules à l'heure. Les assemblées générales souveraines, les commissions dotées d'un mandat précis et impératif, qu'évoquent certains, sont en effet la seule solution pour sortir de cette impasse.

Action directe à Quimperlé — Mardi 21 novembre, des lycéens de Quimperlé (commune du sud-Finistère) ont renoué, peut-être sans le savoir, avec les bonnes vieilles pratiques du syndicalisme révolutionnaire. Afin d'aller manifester à Lorient, ils sont montés à 300 dans le TGV sans bien sûr payer leur billet. En réponse à cela, la SNCF a refusé de faire partir le train et les a contraints à descendre. Leur réaction ne s'est pas fait attendre : ils ont bloqué la voie, jusqu'à ce que la SNCF leur cède. Finalement, si certains ont accepté de payer l'aller-retour de 16 F (p'tits cons, va !), bon nombre sont montés à l'œil. Décidément, le syndicalisme d'action directe n'est pas près de crever.

CHRISTIAN

(gr. Les Temps Nouveaux - Brest)

Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex

GRÈCE

Rafle dans le mouvement anarchiste

Le samedi 18 novembre 1995, près de 500 anarchistes ont été arrêtés à Athènes, à la suite de l'occupation de l'école polytechnique, destinée à marquer leur solidarité avec les insurgés de la prison de Korydallos. Dans les heures qui ont suivi, plusieurs d'entre eux ont été maltraités par la police grecque. Un de nos camarades est resté huit heures dans le coma, après avoir reçu une grenade lacrymogène.

Une telle violence de la part de l'Etat grec ne peut s'expliquer que parce qu'il est confronté à une vague de contestation sociale relativement importante. En effet, l'école polytechnique était, au moment des faits, déjà occupée par ses propres étudiants ; dans le même temps, comme nous l'évoquions plus haut, la prison de Korydallos se soulevait. Il faut savoir que plusieurs anarchistes sont là aussi partie prenante de la lutte, dont :

— Yorgos Balafas, condamné à dix ans fermes pour « possession illégale d'armes », alors que ces soi-disant armes ont été « découvertes » près de 15 jours après la perquisition policière ;

— Odysseas Kambouris, condamné à cinq ans fermes pour avoir attaqué un policier, après avoir été relaxé une dizaine de fois par différents tribunaux ;

— Georges Kritikopoulos, condamné à douze ans fermes pour un... cocktail Molotov ;

Kostas Kalameras, en prison préventive depuis le mois d'octobre pour « vol à main armée » et en grève de la faim depuis le début de sa détention.

Nous constatons que l'Etat grec n'a pas beaucoup changé de méthodes depuis le sinistre « régime des colonels ». Quant à nous, nous n'acceptons pas que des individus fassent les frais des délires sécuritaires d'un quelconque gouvernement. En particulier nous exigeons que nos camarades anarchistes grecs soient libérés immédiatement et sans condition.

Les RELATIONS INTERNATIONALES de la FA

SOMMAIRE

Page 1 : Vers la grève générale expropriatrice et gestionnaire (suite p. 3), Halte à la régression sociale ! (suite p. 2).

Page 2 : Rendez-vous, Halte à la régression sociale ! (suite de la « une »).

Page 3 : Vers la grève générale expropriatrice et gestionnaire (suite de la « une »), Le libéralisme contre les libertés ou le retour vers le XIX^e siècle.

Page 4 : Vers une légalisation contrôlée du cannabis ? (suite p. 5), Associations.

Page 5 : Vers une légalisation contrôlée du cannabis ? La drogue en milieu carcéral.

Page 6 : Ni dieu ni maître ni ordre moral..., Construire les luttes présentes et à venir : le cas des chemins de fer, La petite semaine : Alexandre ou « Ernest » ?

Page 7 : Anthologie de la chanson française, Carnets américains (1835-1853), Bonaventure une école libertaire.

Page 8 : Etudiants... poils aux dents, brèves, Rafle dans le mouvement anarchiste grec.